

Retour de Flammes

La mort de Nahel, 17 ans, mardi dernier, exécuté par un policier à Nanterre, a fait surgir soudainement et brutalement la colère, jusqu'ici contenue dans les banlieues populaires, d'une jeunesse mise au banc de notre société.

L'assassinat du jeune adolescent... un de plus... dont la vidéo aux images insoutenables met en évidence non seulement l'exécution sommaire mais surtout le mensonge des policiers dans leur déposition, est l'étincelle d'une explosion de colère, d'une révolte... pas si étonnante que ça !

C'était prévisible!

Révolte prévisible d'une jeunesse qui « vit » dans des quartiers relégués, exclus de la société depuis des années. Rejet, stigmatisation, pauvreté, déscolarisation, racisme quotidien, discrimination à l'embauche, chômage et désœuvrement... **autant de force au vent de la révolte.** Et une chose est sûre, c'est que, lorsque leur colère explose, elle fait irruption et déborde des quartiers pour investir les rues des centres villes sous nos fenêtres ou à travers nos écrans de télévisions.

Ces derniers jours, les images d'émeutes urbaines tournent en boucle sur les chaînes d'information continue. Les commentaires soulignent le jeune âge des individus interpellés...

La moyenne d'âge de ces « *fauteurs de trouble* » est de 17 ans ! Étonnant ? Pas vraiment... c'est pile poil l'âge de Nahel... peut-être s'imaginent-ils être les prochains ?

Les 2/3 d'entre eux n'ont jamais eu affaire à la police... Sans blague ! Ce ne sont pas alors les « *nuisibles* », ni les « *hordes sauvages* » évoquées par les syndicats de police, l'extrême droite et beaucoup de commentateurs... mais simplement des jeunes en révolte contre ce système qui les écrase.

Révolte prévisible également au regard du contexte social et politique de ces dernières années et, en particulier de ces derniers mois. L'autoritarisme du gouvernement face aux mobilisations (notamment celle contre les retraites) par l'instrumentalisation antidémocratique des institutions et la répression policière crée de la rage et pousse la contestation à l'émeute.



Pourquoi nos services publics sont-ils pris pour cible ?

Nous avons toutes et tous vu ces images d'effractions et vols dans les magasins de fringues mais aussi de supermarchés, temples de la consommation. Ces scènes de vols ne sont-elles pas, d'une part l'expression de cette jeunesse condamnée d'habitude à regarder les autres consommer et, d'autre part une réaction face à l'augmentation vertigineuse et permanente du coût de la vie pour satisfaire les besoins de première nécessité (alimentation) ? N'oublions pas que les personnes en insécurité alimentaire dans notre pays sont trois fois plus nombreuses qu'il y a 10 ans... une humiliation quotidienne que font subir notre gouvernement et nos institutions à plus de 10% de la population pour la majorité ghettoisée dans ces quartiers/banlieues populaires.

Où mais alors pourquoi ces « attaques » contre nos services publics ?

Y'a-t-il une expression politique dans les actes posés par ces gamins ces derniers jours ? CertainEs pensent que ces jeunes ont tout simplement cramé ce qu'ils et elles avaient sous la main . C'est possible. Mais alors comment expliquer qu'à Lille, par exemple, autour des quartiers Moulins et de la Porte de Douai, école, centre social, bus, métro, véhicules, panneaux publicitaires ont été pris pour cible et qu'en plein milieu l'hôpital St Vincent ait été totalement épargné ? Ou qu'à quelques kilomètres, dans un quartier de Roubaix, le Pôle Emploi ait été totalement incendié et que juste sur le trottoir d'en face, la MNS et la PMI, où fort probablement les petits frères et petites soeur sont reçues en consultation n'ait reçu que quelques jets collatéraux de pierres ?

Difficile de prêter une voix, une parole à un mouvement de colère réactionnel qui déborde.

Beaucoup de collègues expriment leur incompréhension, leur tristesse, d'autres leur colère, face aux vitres caillassées et façades brûlées des mairies, médiathèques, salles de sport, écoles, bus, centres sociaux, etc. Ce sentiment est compréhensible !

Nous, fonctionnaires territoriaux, sommes souvent les dernierEs à continuer à porter le service public dans ces quartiers qui en ont été vidés.

Les attaques contre « nos bâtiments », nos

véhicules sont difficiles à admettre. Pour certains d'entre nous, nos outils de travail sont détruits et il faut tout reconstruire.

Oui ! ça nous touche et nous blesse à la mesure de notre investissement !

Mais le vacarme et la fureur de ces dernières nuits, les jets de pavés, de feux d'artifice et de cocktails molotov, aussi spectaculaires qu'il soient... Finalement... ne frappent-ils pas déjà des ruines ?

Les images sont impressionnantes. Elles le sont d'autant plus qu'elles sont filmées en direct et commentées. Ce n'est pas le cas des actes répétés de destruction de nos services publics perpétrés depuis des années par les gouvernements successifs de tous bords.



Difficile de rester zen face aux appels de certains élus locaux, maires, VP, ou comme C. POIRET qui, d'un côté font des choix politiques et budgétaires qui dépècent nos services et appellent, de l'autre, la population à des « rassemblements républicains » pour condamner les attaques de cette jeunesse contre les bâtiments publics.

Les suppressions de postes, de moyens, les attaques contre notre Statut, les fermetures de services, les réorganisations brutales, les actes de violences managériales, la numérisation à outrance, la déshumanisation des accueils du public... tous ces coups portés à nos services publics ne sont pas télégéniques mais existent bien ! Il en va de même pour l'ensemble des services publics : La Poste, Pôle Emploi, CPAM, l'école, les trésoreries, l'Hôpital, les gares, les transports publics...

Nous le savons bien nous, fonctionnaires territoriaux, nous sommes les témoins des conséquences sur les populations et sur nos collègues !

Pourtant ce vandalisme d'État à l'égard de nos services publics, du bien commun à toutes et tous... Il n'est pas qualifié de délit par les commentateurs.

La violence est pourtant bien là, silencieuse, discrète, insidieuse, vicieuse... Elle est bien plus destructrice... Elle exclue, elle relègue, elle détruit à petit feu... elle tue même !

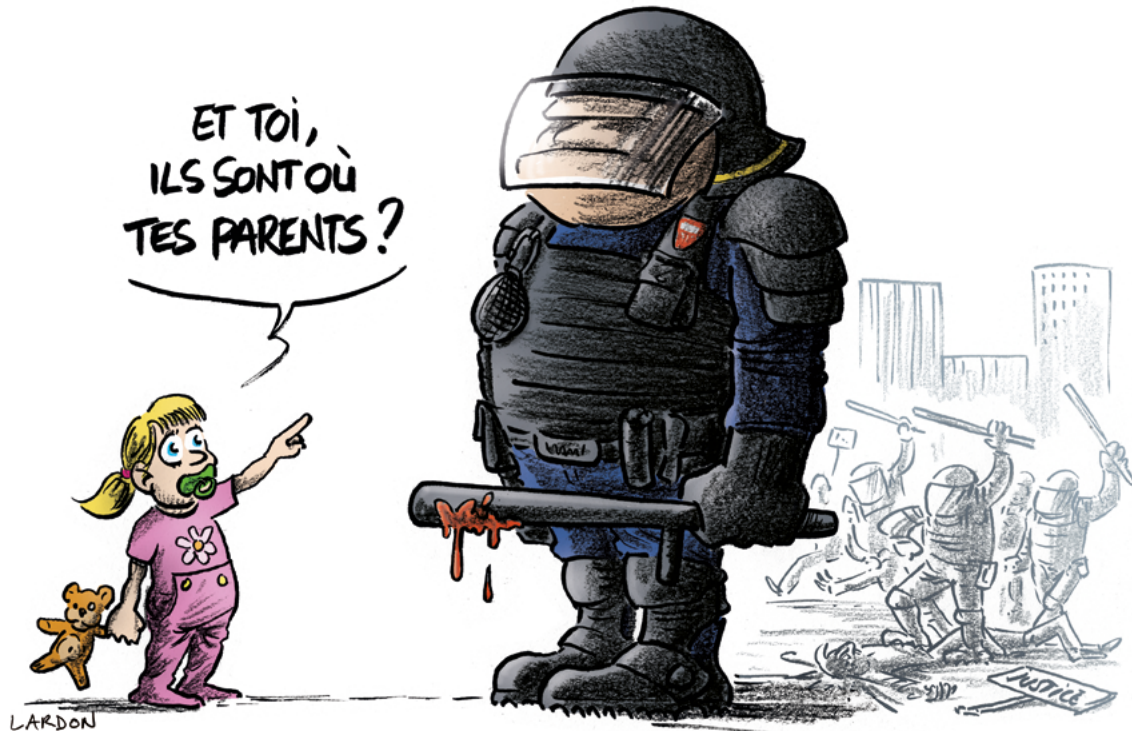
Qui sont les responsables ?

Selon le gouvernement et la bourgeoisie ce sont les parents et le manque d'éducation.

Macron a déclaré que « *la République n'est pas là pour se substituer aux parents* » !

Comme il est surprenant de pointer du doigt ces derniers quand il s'agit de dénoncer les actes de cette jeunesse des quartiers populaires.

Les commentaires et les leçons de morale et d'éducation de cette classe en direction des parents des quartiers populaires sont insupportables et obscènes !



À quel moment nous les entendons mettre en cause l'éducation d'une Nadine Morano lorsque son fils est mis en examen pour délit de fuite après un accident où il conduisait sous l'emprise de la cocaïne... ou un Zemmour quand son fils est interpellé et mis en examen pour avoir conduit, lui, sous l'emprise de l'alcool, mais également pour avoir refusé la priorité à un scooter et provoqué de graves blessures au conducteur et à sa passagère.

Et qui a signifié au Ministre de la Justice, lui même mis en examen dans plusieurs affaires, que son fils est placé sous contrôle judiciaire pour suspicion de violences conjugales... Le même ministre qui, vendredi, vociférait devant les caméras contre l'irresponsabilité de « ces parents » !!

Selon le gouvernement et Macron, les responsables, ce sont les réseaux sociaux, les jeux vidéos, les parents... Bref c'est tout sauf eux !

Les incendiaires sont-ils vraiment ces jeunes qui jettent les Molotov et les Feux d'artifices ?

Ici, il apparait clairement que les pyromanes sont celles et ceux qui exhortent d'appeler au calme, qui laissent exprimer la haine, le racisme et la violence des forces de répressions policières et même judiciaires.

Oui ! Nous traversons une crise sociale et politique qui s'exprime par la violence. Mais ce qui se passe ici n'est ni plus ni moins qu'un retour de flammes dont le gouvernement et ses alliés sont la cause première.

De par leur brutalité, leur mépris, leur arrogance, de par la violence des attaques qu'ils mènent depuis des années contre la population, de par la violence de l'oppression dans les quartiers populaires ou de la répression contre le mouvement social ou écologique... Ce sont elles et eux seuls qui en ont déterminé l'intensité.

Pour SUD, il nous appartient, à toutes et tous collectivement, de nous battre pour qu'il y ait un lendemain politique à cette révolte et à cette souffrance qui s'expriment si fortement.

La justice d'exception et expéditive, en oeuvre depuis quelques jours sous la directive du garde des Sceaux, qui veut terroriser une génération entière et qui condamne à tour de bras des jeunes sans antécédents à plusieurs mois de prison ferme pour le vol d'une paire de basket ou de cannette de soda... alors que dans le même temps l'impunité de nombreux dirigeants politiques est notoire... C'est tout sauf créer les conditions d'un retour au calme.

Pas de paix sociale sans justice !



- ◀ Il nous faut de toute urgence changer de politique.
- ◀ Il nous faut une autre répartition des richesses de ce pays et au-delà.
- ◀ Il nous faut reconstruire une société sur des valeurs communes à base de justice, d'égalité et de solidarité. Une société respectueuse de toutes et tous mais également de la planète et du vivant.

En sommes-nous capables ?

Sommes-nous capables d'être fraternellEs ?

Sommes-nous capables de nous réunir pour résister au racisme et à la violence d'État ?

Sommes-nous capables d'être solidaires au-delà des mots ?

Sommes-nous capables de lutter pour cet avenir meilleur ?

SI C'EST LE CAS,

REJOIGNONS LES MOBILISATIONS DÈS LE SAMEDI 8 JUILLET

syndicat

Solidaires

Sud

des agentEs du Département du Nord

Hôtel du Département - 51 rue Gustave Delory - 59047 LILLE Cedex

☎ 03 59 73 58 46 - 06 95 51 33 60

✉ contact@suddepartementnord.org 🌐 www.suddepartementnord.org

